

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°630 – 22 mai 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Retour sur le Forum régional marin et côtier 2026 à Nouakchott

Du 27 au 30 avril 2026, Nouakchott a accueilli la [12<sup>e</sup> édition du Forum régional marin et côtier](#), organisé par le Partenariat régional pour la conservation de la zone côtière et marine en Afrique de l'ouest (PRCM). Un rendez-vous majeur des acteurs ouest-africains engagés dans la protection des zones côtières et le développement de l'économie bleue.



Placé sous le thème "La santé des océans, levier d'une économie bleue durable et inclusive", le forum a réuni plus de 700 participants issus des gouvernements, des bailleurs, des centres de recherche, des organisations régionales et de la société civile. Les échanges ont permis de renforcer la coopération régionale autour des enjeux d'érosion côtière, de montée du niveau de la mer, de biodiversité marine et de résilience climatique. L'un des temps forts de la rencontre a été l'annonce par la [Banque mondiale](#) du lancement du programme WACA+, doté d'une première enveloppe de 212 M USD au bénéfice du Bénin et de la Mauritanie afin de renforcer la résilience des territoires côtiers et soutenir l'économie bleue.

En marge du forum, plusieurs accords de coopération ont également été conclus, dont celui entre le [PRCM et la Côte d'Ivoire](#) en vue de renforcer les politiques et stratégies de gestion durable des zones côtières ivoiriennes en vue de renforcer les politiques et stratégies de gestion durable et d'adaptation climatique des zones côtières ivoiriennes.

Cette édition a confirmé la montée en puissance des enjeux maritimes dans les politiques publiques ouest-africaines ainsi que le rôle croissant du PRCM comme plateforme régionale de dialogue stratégique. Les organisateurs ont enfin annoncé que la prochaine édition du forum se tiendra en Côte d'Ivoire en 2028.



Le chiffre à retenir

# 23 Md €

Montant total des investissements  
annoncés lors du Sommet Africa  
Forward à Nairobi



## Régional

### Sommet Africa Forward à Nairobi, coprésidé par la France et le Kenya

Les 11 et 12 mai 2026, la France et le Kenya [ont coorganisé](#) le Sommet Africa Forward, réunissant plus de 7000 chefs d'entreprise, entrepreneurs et investisseurs africains et français, ainsi que plus de 30 chefs d'Etat, dirigeants d'organisations internationales et grandes entreprises. A l'issue du sommet, un montant total de 23 Md EUR d'investissements ont été annoncé, dont 14 Md EUR provenant d'acteurs français et 9 Md EUR d'acteurs africains, correspondant à la création d'environ 250 000 emplois directs. Les annonces d'investissements français [étaient principalement orientées](#) dans les secteurs de la transition énergétique (4,3 Md EUR), le numérique et l'intelligence artificielle (3,8 Md EUR), l'économie bleue (3,3 Md EUR), l'agriculture (1 Md EUR), la santé (942 M EUR), l'industrialisation (300 M EUR), ainsi que les services bancaires et financiers (250 M EUR). Proparco a annoncé plus de 500 M d'accords signés, incluant notamment un [protocole de 300 M EUR avec Ecobank en faveur des chaînes de valeur agricoles](#) et une [opération de 200 M EUR avec la BOAD](#), sous la forme d'une transaction croisée entre l'EUR et le FCFA (XOF). L'opération avec la BOAD, présentée comme une première de ce type, vise à mobiliser des ressources en monnaie locale et à diversifier les sources de financement disponibles pour les économies de l'UEMOA.

### Accord de prêts croisés de 600 M EUR entre la BOAD et la SFI

Le 15 mai 2026, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Société financière internationale (SFI), [ont signé](#) deux accords de prêts croisés en euros et en FCFA (XOF), pour un montant total pouvant atteindre 600 M EUR. Cette opération intervient quelques jours après

un dispositif comparable conclu avec Proparco et vise à renforcer le financement en devise locale au service du secteur privé dans l'UEMOA. Dans le cadre de ce partenariat, la SFI mettra à disposition de la BOAD des ressources à long terme en euros afin d'accroître ses capacités d'intervention dans les secteurs de l'énergie, de l'agro-industrie, des transports, du développement urbain et des MPME. En contrepartie, la BOAD mettra à la disposition de la SFI un concours flexible en XOF destiné à financer des projets à long terme à impact économique et social dans la région.

## Bénin

### Le PND 2026-2035 approuvé en Conseil des Ministres

Le 13 mai 2026, le Plan national de Développement (PND) 2026-2035 du Bénin [a été approuvé](#) en Conseil des Ministres. Ce plan constitue la première étape de l'opérationnalisation de la loi du 10 juillet 2025 sur la vision du développement national à l'horizon 2060. Il a pour finalité (i) la diversification de l'économie avec une part accrue du secteur secondaire (21,1% en moyenne sur la période 2026-2035, contre 16,3 % entre 2015-2024), (ii) la réduction des inégalités sociales, (iii) le renforcement des institutions, (iv) l'enracinement des cultures endogènes et des valeurs morales et (v) le développement continu du Bénin. L'adoption de ce plan s'inscrit dans un contexte de transition politique après l'élection du nouveau président Romuald Wadagni qui fait de la dimension sociale et de la diversification de l'économie béninoise les grandes priorités de son mandat.

### La production industrielle en hausse de 6,6 % en g.a au 4<sup>e</sup> trimestre 2025

Selon l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD), la production



industrielle [a progressé](#) au 4<sup>e</sup> trimestre 2025 de 6,6 % en glissement annuel (g.a). Cette hausse est principalement tirée par le dynamisme des industries extractives (+6,1 % en g.a) et des industries manufacturières (+7,1 % en g.a), dont en particulier les industries agro-alimentaires (+5,8 %), les "industries du papier et du carton, imprimerie et reproduction d'enregistrement" (+37,4 %) et les industries métalliques (+10,3 % en g.a). Les industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau affichent quant à elles une croissance de 3,5 % en g.a et les industries environnementales de 5,1 % en g.a au 4<sup>e</sup> trimestre 2025.

## Burkina Faso

### 295 M EUR de projets pour le secteur agricole

Le 7 mai 2026, le Gouvernement burkinabè [a approuvé](#) en Conseil des ministres la ratification de 3 accords de prêts dans le secteur agricole pour un montant total de 193,8 Md FCFA (295,4 M EUR). Le premier accord, signé avec l'Association internationale du développement du groupe de la Banque mondiale, financera à hauteur de 83,8 Md FCFA (127,7 M EUR) l'opération d'appui à la transformation de l'agriculture au Burkina Faso, dans le but d'améliorer la résilience et la compétitivité de la production agricole. La deuxième enveloppe, d'un montant de 60 Md FCFA (91,5 M EUR), financera l'opération d'urgence pour le renforcement de la production agricole au Burkina Faso. Résultant d'un accord avec le Fonds africain de développement et la Banque africaine de développement, cette initiative vise à renforcer la souveraineté alimentaire et l'accès aux intrants agricoles. Enfin, le dernier accord de 50 Md FCFA (76,2 M EUR), signé avec la Banque Ouest-africaine de développement, financera à hauteur de 94 % l'opération de développement de la filière cotonnière pour la campagne 2026-2027.

### Suspension des exportations de bétail

Le 8 mai 2026, le Gouvernement burkinabè [a annoncé](#) la suspension des exportations de bétail jusqu'à nouvel ordre. Cette décision, prise conjointement par le Ministère de l'Économie, le Ministère de l'Agriculture et le Ministère du Commerce, vise à assurer la disponibilité du bétail sur le marché national, en vue notamment des fêtes religieuses à venir. Selon l'Institut National de la Statistique et de la Démographie, les exportations de bovins, ovins et caprins [se sont élevées](#) à 11,8 Md FCFA (18 M EUR) en 2024. D'après les données de Trade Map, le Ghana et la Côte d'Ivoire constituent les principaux débouchés de ces exportations, représentant respectivement 72 % et 25 % des achats en valeur sur la même période.

## Cap-Vert

### Réalisation d'un excédent budgétaire de 0,4 % du PIB au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

Le ministère des Finances du Cap-Vert a publié le 14 mai 2026 les [comptes provisoires](#) de l'Etat pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2026, confirmant la consolidation des finances publiques. Selon le communiqué, le solde global affiche un excédent de 0,4% du PIB au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 tandis que les recettes totales progressent de 8,6% en glissement annuel (g.a), portées par une hausse des recettes fiscales de 12 % en g.a. Selon les autorités, ces performances reflètent le dynamisme de l'activité économique, l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement de l'efficacité de l'administration fiscale. Parallèlement, les dépenses courantes ont augmenté de 14,3 % en g.a au 1<sup>er</sup> trimestre 2026, tandis que les investissements publics et actifs non financier ont bondi de 61,3 %. La dette publique recule à 93,3% du PIB, soit une réduction de 7,9 points de pourcentage par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2025.



## Côte d'Ivoire

### La BERD injecte 60 M USD dans la transformation locale de cajou via Dorado

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) [a approuvé](#) l'octroi d'un prêt pouvant atteindre 60 M USD à Dorado FZCO, société de transformation de noix de cajou dont le siège est à Dubaï et qui opère en Côte d'Ivoire via ses filiales locales. Ce financement, intégralement dédié au fonds de roulement, vise à augmenter les volumes d'approvisionnement en noix de cajou brutes pour les transformer localement avant exportation vers les marchés internationaux. L'opération s'inscrit dans une double logique de durabilité (certification durable des chaînes d'approvisionnement, agriculture climato-intelligente, lutte contre la déforestation) et de transition inclusive, avec un volet de renforcement des compétences des travailleurs et le soutien à la création de 20 associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) afin d'améliorer l'accès au financement et de renforcer la résilience des communautés rurales.

### Bloomfield rehausse sa note risque pays à 6,5 / 10

Lors de sa conférence risque pays annuelle, l'agence Bloomfield Intelligence [a amélioré](#) la note de risque pays pour la Côte d'Ivoire à 6,5 / 10, soit une augmentation de 0,4 point par rapport à 2025, avec une perspective à court et long terme stable. Tous les paramètres étudiés par l'agence s'améliorent : climat des affaires, performance macroéconomique, gestion des finances publiques, solidité du système financier, et en particulier risque sociopolitique. La note de ce dernier progresse de 4,5 à 5 en raison des avancées effectuées en matière de stabilité politique, de sécurité et de développement humain. Bloomfield

Intelligence souligne la performance macroéconomique solide, avec une croissance à 6,5 % en 2025, et la trajectoire positive du climat des affaires dont l'indice est le plus élevée de l'UEMOA. L'agence encourage la Côte d'Ivoire à poursuivre les réformes déjà entamées en matière de soutenabilité budgétaire à moyen terme, de lutte contre la pauvreté et de renforcement du système financier.

### Castle Minerals acquiert 90% du projet aurifère de Nielle

L'explorateur australien Castle Minerals [a signé](#) le 19 mai 2026 un accord pour l'acquisition de 90% du projet aurifère de Nielle, auprès de la société ivoirienne privée Golden Arrow SARL. Le projet, d'une superficie de 212 km<sup>2</sup>, est situé dans le nord de la Côte d'Ivoire, dans l'un des districts aurifères les plus prolifiques d'Afrique de l'Ouest. Toutefois, le projet demeure encore à un stade précoce et les campagnes de forage permettront de déterminer son potentiel économique.

## Libéria

### Inflation à +4,5 % en g.a en mars 2026

Selon l'institut de statistique et de services géo-informatiques du Libéria (LISGIS), le taux d'inflation dans le pays [s'est établi](#) à +4,5 % en glissement annuel (g.a) en mars 2026, contre 3,1 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation reflète principalement la hausse des prix observée dans les divisions "Restaurants et hôtels" (+14,8 % en g.a), "Transports" (+7,4 % en g.a), "Santé" (+6,1 % en g.a) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+6,1 % en g.a). Toutefois, l'inflation a été modérée par la baisse des prix des "Vêtements et chaussures" (-7,8 % en g.a). Par origine, l'inflation a été principalement tirée par les produits domestiques, dont les prix ont progressé de 5,8 %, contre 0,1 % pour les produits importés.



## Signature d'un accord industriel entre la compagnie d'électricité du Libéria et Thames Electrical Limited

Le 12 mai 2026, la Compagnie d'électricité du Libéria et l'entreprise kényane Thames Electrical Limited [ont signé](#), en marge du forum *Africa Forward*, un accord pour la construction d'une usine de fabrication de matériels électriques. Première usine du type au Libéria, ce projet a pour objectif de renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement en réduisant les délais et les coûts, mais également de faire du Libéria un acteur compétitif sur le marché régional. [Le volume de production annuel prévu est de 4 à 6 M USD](#) la première année et atteindrait 16 à 25 M USD au bout de 5 ans de mise en service. Cette décision prend place dans un contexte d'expansion du réseau électrique libérien, dont les capacités de production [pourraient](#) atteindre 200 MW en 2030, contre 126 MW aujourd'hui.

## Mali

### Une production de plus de deux tonnes d'or au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 à Loulo-Goukoto

Le 11 mai 2026, Barrick Mining [a publié](#) son rapport trimestriel d'activité, faisant état d'une production de [80 000 onces](#) (2,3 tonnes) d'or sur le complexe minier de Loulo-Goukoto entre janvier et mars 2026, premier trimestre complet d'exploitation depuis la reprise des opérations en décembre 2025. Détenu à 80 % par Barrick Mining et à 20 % par l'État malien, le site était resté à l'arrêt durant une grande partie de l'année 2025 en raison du différend opposant la société au gouvernement malien sur l'application du Code minier de 2023. À la suite d'un accord de résolution conclu entre les deux parties, les opérations ont repris à la mi-décembre 2025. La [production annuelle](#) de Loulo-Goukoto s'était ainsi établie à 35 000 onces (1 tonne) en 2025, contre 723 000 onces

(20,5 tonnes) en 2024. Barrick Mining indique que les performances d'extraction et de traitement enregistrées au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 ont dépassé les prévisions du plan de redémarrage et maintient son objectif annuel de production, fixé à [362 500 onces](#) (10,3 tonnes).

## Mauritanie

### La Banque centrale relève son taux directeur de 50 points de base à 6,5 %

Le 18 mai 2026, le Conseil de politique monétaire de la Banque centrale de Mauritanie (BCM) [a décidé de relever](#) son taux directeur de 6 % à 6,50%. Cette décision fait suite à la remontée progressive des pressions inflationnistes, alimentée par la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires au niveau international, ainsi que par un niveau élevé de liquidité dans le système bancaire. Le Conseil a précisé que cette mesure s'inscrit dans une approche prudente visant à préserver la stabilité des prix et les équilibres macroéconomiques dans un contexte international incertain.

## Niger

### Hausse des recettes minières en 2025

Le 4 mai 2026, le ministre des Mines du Niger [a présenté](#) les résultats du secteur minier pour l'année 2025. Selon ces résultats présentés, le secteur minier a généré 18 Md FCFA (27,4 M EUR) de recettes, contre 6,2 Md FCFA (9,5 M EUR) en 2024. Les investissements dans la recherche minière auraient atteint plus de 14 Md FCFA (21,3 M EUR), contre 2,3 Md FCFA (3,5 M EUR) un an plus tôt. Le ministre a par ailleurs indiqué que le Niger disposerait de plus d'un milliard de tonnes de réserves de phosphate, dont 7,3 M de tonnes dans la région de Tahoua, ainsi que de réserves de lithium estimées entre



300 000 et 350 000 tonnes dans la zone de Téra. La production déclarée d'or aurait dépassé 1,7 tonne en 2025, pour une valeur supérieure à 109 Md FCFA (166,2 M EUR), à laquelle s'ajoute une production d'orpaillage artisanal au profit de l'État de 200 kg estimés à plus de 12 Md FCFA (18,3 M EUR). Pour mémoire, les données d'exportation d'or du Niger sont en baisse depuis plusieurs années selon Trade Map, y compris s'agissant des données miroirs (déclarations des pays importateurs), avec 191 M EUR exportés en 2024, contre 403 M EUR en 2023, et 2 239 M EUR en 2022.

### Global Atomic vise 2028 pour exporter l'uranium de Dasa

Le 13 mai 2026, Global Atomic [a annoncé](#) que les premiers chargements de concentré d'uranium issus du projet Dasa, situé dans la région d'Agadez au Niger, sont désormais attendus au premier semestre 2028. Exploité par la Société des Mines de Dasa (SOMIDA), détenue à 80 % par Global Atomic et à 20 % par l'État nigérien, le projet a été autorisé en 2020 et est en phase de développement depuis novembre 2022. Selon l'étude de faisabilité publiée en 2024, le gisement pourrait produire [68,1 M de livres d'uranium](#) sur une durée d'exploitation estimée à 24 ans. L'entrée en production reste toutefois conditionnée à la sécurisation du financement du projet, dont la majeure partie doit, selon le communiqué de la société, provenir d'un prêt auprès d'une banque de développement américaine. Toutefois le processus d'approbation ayant été retardé, Global Atomic étudierait également d'autres options complémentaires.

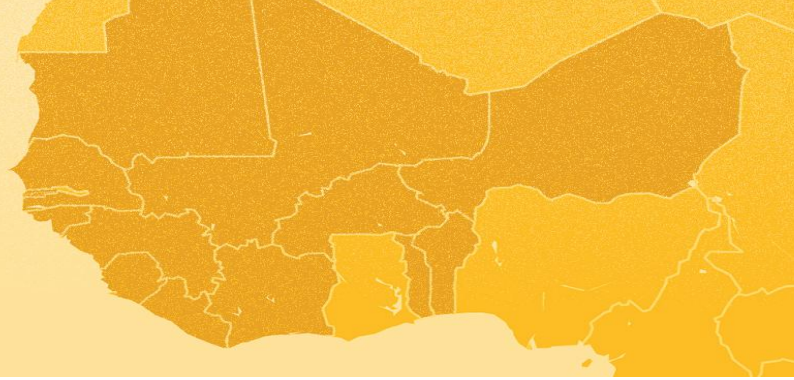
## Sénégal

### 37 rapports d'enquête transmis aux autorités judiciaires par le CENTIF en 2025

Le 13 mai 2026, la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) [a présenté](#) publiquement pour la première fois son rapport d'activités annuel. Selon ce dernier, l'institution a transmis 37 rapports d'enquête aux autorités judiciaires en 2025, contre 46 en 2024. Le rapport identifie les principales tendances du blanchiment de capitaux : détournements de deniers publics impliquant des personnes politiquement exposées, opérations suspectes dans le BTP, systèmes de type Ponzi, cybercriminalité financière et opérations de change clandestines. Cette publication intervient alors que le Sénégal est engagé depuis janvier 2026 dans une évaluation mutuelle du GIABA, visant à consolider les acquis depuis son retrait de la liste grise du GAFI.

### Levée partielle du gel de licences de pêche

Les autorités sénégalaises [ont accordé](#), par arrêté ministériel du 30 avril 2026, quatre licences de pêche démersale côtière à un armement sénégalais afin de renforcer l'approvisionnement du marché national en produits halieutiques. Cette décision repose, selon le ministère des Pêches et de l'Economie maritime, sur des évaluations scientifiques du Centre de recherches océanographiques de Dakar (CRODT) et fait suite aux recommandations des travaux de la Commission consultative d'attribution des licences de pêche (CCALP), réunie le 12 mai dernier. Elle marque ainsi un assouplissement du gel des licences instauré en 2006 pour préserver les ressources halieutiques. Toutefois, la mesure suscite des [critiques](#) de plusieurs organisations de pêche artisanale et de défense de l'environnement, dont la Coalition nationale pour une pêche durable (CONAPED), qui redoutent une pression accrue sur des stocks halieutiques déjà fragilisés. Le secteur artisanal, pilier de la sécurité alimentaire nationale, craint une aggravation de la raréfaction des ressources marines déjà observée ces dernières années.



## Le taux d'exécution des investissements publics se situe à 51 % sur la période 2020 – 2024 selon l'ONI

Selon le rapport Dynamique des investissements publics au Sénégal (2020-2024), publié récemment par l'Observatoire national des investissements (ONI), le Sénégal [a exécuté](#) un montant total de 4 469,8 Md FCFA (6,8 Md EUR) d'investissement public sur 8 760,8 Md FCFA (13,4 Md EUR) programmés entre 2020 et 2024, soit un taux de réalisation de 51%. Sur les 1 019 projets inscrits, 827 ont été exécutés et 192 n'ont pas abouti. La dynamique d'exécution a montré des signes d'essoufflement après 2022, malgré une progression des crédits autorisés culminant à 2 139,8 Md FCFA (3,3 Md EUR) en 2024. Les domaines ayant le plus bénéficié des investissements sont : les infrastructures des transports terrestres (12,6 % du total), le développement communautaire (6,8 %) et la défense (6,7 %).

## Sierra Leone

### Inflation en hausse à 10,8 % en g.a en avril 2026

Selon Statistics Sierra Leone, l'inflation dans le pays en avril 2026, [s'est établie](#) à 10,8 % en glissement annuel (g.a), après 10,2 % le mois précédent et 8,1 % en février 2026. Ce taux d'inflation est porté principalement par la hausse des prix des catégories "Logement, eau, électricité, gaz et autres carburants" (+55,2 % en g.a), "Transports" (+33 % en g.a), "Alimentation et boissons non alcoolisées" (+3,6 % en g.a), et "Restaurants et hôtels" (+16,1 % en g.a). Par région, les variations sont assez hétérogènes, l'Ouest et le Nord ont enregistré l'inflation en g.a la plus forte (+15,9 % et +15,3 %) tandis que le Nord-Ouest a enregistré la plus faible (+1,5 %).

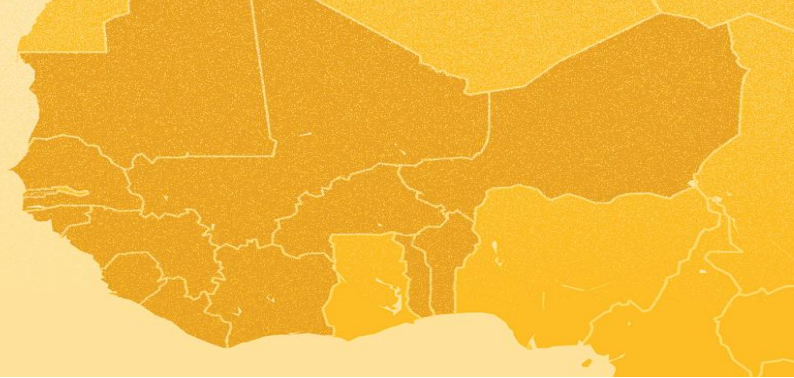
## Togo

### Le taux de croissance économique estimée à 6,3 % par l'Inseed

Selon les [premières estimations des comptes nationaux annuels](#) réalisées par l'Institut National de la Statistiques et des Etudes économiques et Démographiques (INSEED), le taux de croissance de l'économie togolaise s'est établi à 6,3 % en 2025 (contre 6,5 % en 2024). Cette performance est principalement portée le secteur tertiaire (essentiellement les branches "transports et entreposage", "information et communication" et "commerce"), dont la contribution à la croissance estimée à 3,5 points de pourcentage (pp). Il est suivi par le secteur secondaire, avec une contribution estimée à 1,5 pp, principalement soutenu par les branches "construction" et "fabrication de matériaux de construction". Enfin, la contribution du secteur primaire à la croissance est estimée à 0,8 pp, essentiellement favorisée par le dynamisme de la branche "agriculture et élevage".

### 24 M EUR mobilisés pour la création d'une filière locale de drones

Le 18 mai 2026, les autorités togolaises et polonaises [ont conclu](#) un accord de financement de 24 M EUR, dans le cadre de l'initiative européenne Global Gateway, pour le lancement d'une filière locale de drones. Ce projet permettra de développer les capacités togolaises de conception, d'assemblage et de déploiement de drones au profit de secteurs nationaux stratégiques tels que la sécurité, l'agriculture, la logistique, et l'industrie. Ce partenariat avec la Pologne fait écho à l'ambition du Togo de favoriser le développement de compétences locales afin d'œuvrer pour sa souveraineté technologique.



## Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
<a href="#">Bénin</a>	<a href="#">Bénin</a>
<a href="#">Burkina Faso</a>	<a href="#">Burkina Faso</a>
<a href="#">Cap-Vert</a>	<a href="#">Cap-Vert</a>
<a href="#">Côte d'Ivoire</a>	<a href="#">Côte d'Ivoire</a>
<a href="#">Gambie</a>	<a href="#">Gambie</a>
<a href="#">Guinée</a>	<a href="#">Guinée</a>
<a href="#">Guinée-Bissau</a>	<a href="#">Guinée-Bissau</a>
<a href="#">Libéria</a>	<a href="#">Libéria</a>
<a href="#">Mali</a>	<a href="#">Mali</a>
<a href="#">Mauritanie</a>	<a href="#">Mauritanie</a>
<a href="#">Niger</a>	<a href="#">Niger</a>
<a href="#">Sénégal</a>	<a href="#">Sénégal</a>
<a href="#">Sierra Leone</a>	<a href="#">Sierra Leone</a>
<a href="#">Togo</a>	<a href="#">Togo</a>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)